

Arrêté municipal n° 2025 - **32**

Demande déposée le 23/04/2025

Demande affichée le **23/04/2025**

**N° PC 64 086 2500008**

Par : **SABALOU Jean-Michel**  
Demeurant à : **200 Lekuineko Bidea Maison Bidegainea  
64240 AYHERRE**

Pour : **Le projet consiste en la construction d'un hangar agricole pour le stockage du matériel avec toiture en panneaux photovoltaïques.**

Sur un terrain sis : **200 Lekuineko Bidea Maison Bidegainea**

Références cadastrales : **B 0580**

**Destination : Exploitation agricole**

**Surface de plancher créée : 0 m<sup>2</sup>**

**LE MAIRE,**

Vu la demande de permis de construire susmentionnée,

Vu le Code du Patrimoine, notamment ses articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 22/02/2020, modifié les 21/05/2022 et 15/06/2024,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Infracommunautaire (PLUi) Labourd-Est prescrit par délibération en date du 09 décembre 2023,

Vu le règlement de la zone A,

Vu l'avis favorable avec prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 29 avril 2025,

Vu l'avis favorable de la Commission Départementale pour la Protection des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers en date du 19 juin 2025,

Vu l'avis favorable d'ENEDIS en date du 21 mai 2025,

Vu l'avis favorable de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, service eau et assainissement en date du 18 juin 2025,

Vu l'avis favorable avec prescriptions du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 12 mai 2025,

**ARRETE**

**Article 1 :** La demande de permis de construire est **ACCORDÉE sous réserve** du respect des prescriptions et observations mentionnées aux articles suivants.

**Article 2 : Prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France :**

Extrait de l'avis : « Très visible dans la composition du paysage rural, les constructions agricoles jouent un rôle important. Aussi, afin d'améliorer l'insertion de ce projet situé en accord avec les composantes paysagères caractérisant l'environnement des abords du monument historique :

- le terrain autour de l'emprise du futur bâtiment et des aménagements sera restitué eu plus près du profil actuel ; il ne sera pas admis d'enrochements ou de murs de soutènements ;
- le bardage sera en bois à rythme vertical et de teinte bois naturel ; pas de bardage industriel blanc ;

- la structure en acier sera non peinte de ton naturel ;
- la couverture sera réalisée en fibro ciment gris ;
- le versant en panneau sera entièrement couvert ; le dispositif sera de teinte uniformément (panneaux et ossature métallique) ; les panneaux seront traités anti-reflets. »

### Article 3 : Electricité :

Extrait de l'avis : « Compte tenu du type de projet, nous avons basé notre réponse sur l'hypothèse d'une puissance de raccordement de 36 kVA triphasé.

Nous vous informons que, sur la base des hypothèses retenues pour notre analyse, le raccordement de ce projet au réseau public de distribution nécessite un branchement.

Cette réponse est donnée à titre indicatif et est susceptible d'être revue dans le cas :

- de la non-obtention des servitudes de passage éventuellement nécessaires ;
- de la non-obtention des autorisations administratives ou de prescriptions administratives ;
- d'une évolution du réseau électrique depuis la date de la demande en objet ;
- d'une évolution de la demande du pétitionnaire (puissance, situation...). »

### Article 4 : Service Départemental d'Incendie et de Secours :

La défense incendie et l'accessibilité des engins de secours seront assurées conformément aux dispositions émises dans l'étude du SDIS susvisée.

**RAPPEL :** Le pétitionnaire est informé de ses obligations déclaratives suivantes : chaque pétitionnaire doit déposer en mairie une déclaration d'ouverture de chantier (DOC) au commencement de ses travaux et une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) à la fin de ses travaux. Les formulaires téléchargeables depuis [www.servicepublic.fr](http://www.servicepublic.fr).

Dans les 90 jours suivants l'achèvement de sa construction ou lorsque son état d'avancement permet une utilisation effective, le pétitionnaire devra également déclarer son bien au centre des finances publiques de Bayonne sur l'espace sécurisé du site [www.impôts.gouv.fr](http://www.impôts.gouv.fr) via le service « biens immobiliers » ou en lui adressant l'imprimé H1 complété.

AYHERRE, le 20/06/2025



Arño GASTAMBIDE

---

### INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

---

#### Contrôle de légalité :

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

#### Taxe d'aménagement :

La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes d'urbanisme. Si tel était le cas, un avis d'imposition vous sera transmis ultérieurement par les services de l'Etat. Le montant de ces taxes pourra être revu et diminué après production d'une attestation bancaire mentionnant l'octroi d'un prêt à 0 %.

#### Autres taxes ou participations d'urbanisme :

L'autorisation peut donner lieu au versement par le pétitionnaire de la redevance d'archéologie préventive. Il est rappelé au bénéficiaire de la présente autorisation qu'il est susceptible d'être redevable, lors de sa demande de raccordement au réseau et sur la base du montant déterminé par délibération du Conseil Communautaire de l'Agglomération Pays Basque, de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC).

#### Recours :

Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Attention, l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- Dans le délai de 2 mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard 15 jours après le dépôt du recours.
- Dans le délai de 3 mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**Commencement des travaux et affichage :** Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est acquise et exécutoire.

Le bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- Adressé au maire une déclaration d'ouverture de chantier. Le modèle de déclaration est disponible à la mairie ou à l'adresse suivante : <https://www.service-public.fr/>
- Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Durée de validité :** Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et au décret 2016-6 du 05/01/2016, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours contre le permis, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

**Droit des tiers :** L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

**Assurance dommages-ouvrages :** Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances

**Collecte des déchets :** Afin de connaître les modalités de collecte des déchets, il est conseillé au pétitionnaire de se rapprocher du Service collecte et valorisation des déchets de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

---

---

